

Communiqué de presse des ex-habitant.es de Denuzière

Le 2 décembre 2024, un incendie a ravagé le Squat Denuzière, bâtiment appartenant à la ville de Lyon, situé sur Caluire. Une jeune femme de 27 ans, Sonia, y a trouvé la mort. Quatre autres personnes ont été blessées dont une gravement. Depuis, la métropole promet des places. 7 mois après, les sinistré.es sont toujours à la rue.

Le squat, occupé depuis un an, abritait plus de 100 personnes au moment du drame.



La préfecture et la ville de Caluire ont offert un simulacre de prise en charge : une mise à l'abri dans un gymnase pour une journée et une nuit avec la proposition de quelques nuits d'hôtel pour la moitié des personnes sinistrées. La ville de Lyon n'est pas intervenue au prétexte qu'une procédure judiciaire est en cours.

Les occupant.es du squat ont donc été remis à la rue sans que soit pris en compte le traumatisme subi, leur deuil et la perte de leurs affaires et papiers personnels.

La Mairie, après un an de discussions, était pourtant disposée à signer une convention d'occupation temporaire pour régulariser la situation des habitants sur le lieu. Et depuis ? Pourquoi un tel retournement ?

Depuis 6 mois, les sinistré.es de Denuzière ont été réduits à l'invisibilité dans l'indifférence générale. Ils cherchent de nouveaux lieux pour les accueillir, dans différentes communes de la métropole, mais à chaque fois, ils.elles ont été expulsé.es, y compris dans les bâtiments vacants appartenant à la Métropole de Lyon qui était informée de leur recherche désespérée et leur avait promis des solutions.

Pour la ville de Lyon, les demandes de rencontre sont restées sans réponse.

LA RUE TUE

Que de souffrance !

Pour beaucoup, les habitants ont été conduits à retourner à la rue. Nombre d'entre eux ont rejoint le campement sous le pont de Jean Macé. Parmi eux, Karamba, gravement malade y a vécu ses derniers jours. Il vient de décéder.

On ne l'oubliera pas !

Lyon territoire accueillant ?

La Ville de Lyon et la Métropole de Lyon font partie de ANVITA, l'association nationale des villes et territoires accueillants !

Une façade ? Depuis tous ces mois aucune preuve de solidarité, et toujours aucun engagement concret.

Un grand projet humanitaire ? vraiment ?

Ces dernières semaines la Métropole de Lyon avait enfin proposé de mettre à disposition les bâtiments vacants depuis plusieurs années, ceux justement que les habitants ont tenté d'occuper les jours suivants l'incendie pour se mettre à l'abri pendant l'hiver ! Mais lors de notre rencontre du 26 mai, elle vient de faire marche arrière et ne propose plus que 2 petits bâtiments, contenant 41 places au lieu de 126 espérées, pour notre collectif et celui de « Solidarité entre femmes à la rue ».

Quel cynisme après le travail réalisé par les associations et les collectifs militants pour ce projet ! Quel cynisme après avoir fait visiter les bâtiments aux personnes concernées ! Quel cynisme de conditionner ces places au « bon comportement » des collectifs ! Comme si les places d'hébergement avaient été ouvertes grâce à la bonne volonté des collectivités et non grâce aux mobilisations collectives.

Reste les menaces d'expulsions pour les squats encore occupés (Quai Arloing, école Gilbert, Tissot) qui abritent plus de 200 personnes.

EXPULSIONS, FAUSSES PROMESSES... C'est TROP ! Les places s'obtiennent par la lutte, alors on continue de se mobiliser !

UN TOIT C'EST UN DROIT POUR TOUSTES !!

FACE A LA POLITIQUE CRIMINELLE DE LA PREFECTURE ET A L'INDIFFERENCE DE LA MAIRIE ET DE LA METROPOLE, NOUS NE DEVONS PAS FERMER LES YEUX !

Nous demandons :

- ▶ Pour les campements des jeunes ou des adultes, les squats encore ouverts (Tissot, Arloing, Gilibert...), les campements de Jean Macé et du jardin des Chartreux : pas d'expulsion sans relogement
- ▶ Le respect des promesses de la Mairie et de la Métropole de Lyon : 60 places de la Mairie, 120 places de la Métropole pour le collectif Femmes à la rue, et 80 pour nous les Denuzières
- ▶ La mise à disposition des bâtiments vides : une solution pour tous les toustes maintenant !

Collectif habitant.es et soutiens Denuzière